

Programme ONU-REDD - Septième réunion du Comité exécutif (EB7)

Mise à jour sur l'état d'avancement et l'avenir du Programme ONU-REDD
17 octobre 2023

Ordre du jour et contexte

1. OBJECTIF DE LA RÉUNION

La réunion permettra de présenter une mise à jour globale des progrès accomplis depuis la réunion du Comité exécutif de l'ONU-REDD tenue l'an dernier, y compris les faits marquants de 2023, ainsi que des perspectives sur l'orientation à donner au Programme ONU-REDD pour 2024 et au-delà.

La réunion aura une durée totale de 1 heure et 45 minutes compte tenu de la brièveté de la fenêtre temporelle pendant laquelle les représentants du Comité pourront se connecter, sachant que ceux-ci se trouvent dans des fuseaux horaires très variés allant du Guatemala au Mexique d'un côté et de Séoul à Tokyo de l'autre.

Plus particulièrement, cette réunion abordera et discutera les sujets suivants: (1) les progrès accomplis à ce jour, notamment les faits marquants de 2023, au regard de l'élargissement de la base des donateurs avec l'adhésion au Programme de la Corée et du Royaume-Uni; et (2) la voie à suivre pour 2024 et au-delà, tel qu'exposé dans l'ordre du jour annoté ci-dessous. Lors de cette réunion, le Comité exécutif sera amené à discuter et à fournir des orientations sur ces thèmes. Les questions soulevées dans les sections ci-dessous aideront à orienter les débats.

2. ORDRE DU JOUR

30 min	Enregistrement (à partir de 13 h 30 CET). L'ouverture officielle de la réunion aura lieu à 14 heures CET
5 min	Allocution de bienvenue et d'ouverture du Président du Comité (M. Tim Clairs, Conseiller technique et politique principal, Climat et forêts, PNUD)
<u>Partie 1</u>	<u>Progrès accomplis à ce jour</u>
10 min	Présentation des progrès cumulés de l'ONU-REDD, y compris les faits marquants de 2023
30 min	Retour d'information et discussion - <i>Le Comité souhaite-t-il mettre en lumière la réalisation d'autres progrès depuis sa dernière réunion? Y a-t-il d'autres commentaires concernant le Rapport annuel 2022 et la Mise à jour semestrielle de 2023? Y a-t-il des observations sur la manière de rendre ces documents plus utiles aux membres du Comité?</i>
10 min	Synthèse
<u>Partie 2</u>	<u>La voie à suivre pour 2024 et au-delà</u>
10 min	Présentation des perspectives de l'ONU-REDD jusqu'en 2024, notamment la rotation des membres du Comité exécutif

30 min	Retour d'information et discussion – <i>Y a-t-il des commentaires sur l'orientation indiquée relative à l'assistance technique et aux efforts en matière de gestion des connaissances pour 2024? Y a-t-il des observations concernant les étapes successives liées à la rotation des représentants du Comité exécutif? Y a-t-il des points de vue à partager au sujet de l'orientation stratégique de l'ONU-REDD et de la mobilisation des ressources pour 2025-2030?</i>
5 min	Synthèse
5 min	Résumé et conclusions (M. Clairs)

3. GÉNÉRALITÉS SUR LES THÈMES À DÉBATTRE

Partie 1: Progrès accomplis à ce jour et faits marquants de 2023

La première partie de la réunion sera consacrée à la présentation de l'état d'avancement global du Programme depuis la dernière réunion du Comité. En phase avec la dynamique croissante de l'action pour le climat dans le secteur forestier, le Programme ONU-REDD est axé sur le soutien à apporter en vue de l'intensification du mécanisme REDD+ au niveau international et de la mobilisation de financements.

Un tel soutien s'appuie sur une approche solide de la part de l'ONU-REDD en ce qui concerne la planification opérationnelle, approche illustrée notamment par le processus annuel de mise à jour du plan de travail, l'établissement de rapports, les réunions du Comité exécutif et les décisions adoptées entre deux sessions. La mise à jour annuelle du plan de travail pluriannuel, réalisée au quatrième trimestre de chaque année, vise à garantir le déploiement optimal de l'assistance technique apportée aux pays l'année suivante, afin de consolider les processus en cours et d'exploiter de nouvelles opportunités. Les plans de travail pluriannuels spécifiques établis à l'intention des donateurs du Programme ONU-REDD sont inclus sous la forme d'un plan de travail annuel intégré à l'appui du Programme dans son ensemble. Il s'agit d'un processus consultatif qui implique les partenaires opérant dans les pays, les partenaires internationaux, les pays donateurs et leurs ambassades, et qui donne lieu à un rapport initial tenant compte des besoins des pays tels que répertoriés par les équipes nationales de l'ONU-REDD et confirmés grâce au dialogue avec les homologues techniques nationaux.

Les résultats et les progrès accomplis sont consolidés au moyen de rapports semestriels et annuels. Le rapport semestriel d'avancement fournit au Comité exécutif une description actualisée des mesures qui ont été prises entre le 1^{er} janvier et le 30 juin (voir le [rapport semestriel d'avancement 2023](#), disponible en anglais). Dans les cas où des retards se sont produits, le rapport décrit les difficultés rencontrées et les solutions mises en place pour garantir l'exécution du plan de travail. Le rapport annuel du Programme ONU-REDD comprend des informations descriptives et financières sur les progrès réalisés, en présentant l'intérêt et les résultats cumulés du Programme (voir le [rapport annuel ONU-REDD 2022](#), disponible en anglais). Le rapport est structuré de manière à fournir une vue d'ensemble des résultats, tout en zoomant sur les progrès réalisés aux niveaux national et régional, et permet ainsi de montrer l'ampleur et la profondeur du travail accompli tant au niveau de la préparation que de la mise en œuvre. Il met en avant les «voix du terrain» par le biais d'histoires marquantes et établit des liens avec les ODD, servant ainsi à la fois d'outil de communication et d'outil technique.

Ce processus d'établissement de rapports garantit des résultats optimaux en termes de transparence, d'obligation redditionnelle et de partage d'informations, auxquels vient s'ajouter la possibilité d'approfondir certaines questions stratégiques, comme l'ont montré les dialogues récents sur la finance et les systèmes alimentaires qui ont eu lieu lors des précédentes réunions du Comité exécutif.

Tout au long de l'année qui s'est écoulée depuis la dernière réunion du Comité, l'ONU-REDD a continué à travailler en partenariat avec les pays forestiers pour les aider à améliorer leurs efforts en matière de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et pour promouvoir la gestion durable des forêts. En cette année 2023, l'ONU-REDD soutient activement vingt-quatre pays et quatre régions partenaires afin d'y appuyer la mise en œuvre de la REDD+ et de favoriser la

proposition de solutions forestières plus ambitieuses dans le cadre des Contributions déterminées au niveau national (CDN), grâce à la fourniture de conseils stratégiques, d'assistance technique et à l'amélioration de la gestion des connaissances. Les faits saillants relatifs au soutien apporté aux pays sont exposés ci-dessous pour chacun des quatre résultats figurant dans le [Cadre de résultats ONU-REDD 2021-2025](#).

Le Programme a également élargi sa base de donateurs, en y ajoutant la République de Corée et le Royaume-Uni, conformément à l'approbation, obtenue pendant la période intersession, des plans de travail et des budgets (plus de détails seront présentés dans la dernière partie de la session). Ce type de collaboration et de partenariats est essentiel pour soutenir la mise en œuvre du Programme au rythme et à l'échelle requis, et être en phase avec l'objectif de l'ONU-REDD consistant à encourager la recherche de solutions forestières concrètes pour répondre à l'urgence climatique en évitant les émissions de carbone et en favorisant le piégeage du carbone à hauteur d'au moins 5 GtCO₂e par an.

Progrès accomplis et résultats: Faits marquants cumulés

Résultat 1 Solutions fondées sur les forêts réalisées: L'ONU-REDD a fourni un soutien technique aux pays pour faire avancer la mise en œuvre et le financement des politiques liées à la REDD+. Il s'est agi notamment de mettre davantage l'accent sur les liens entre l'agriculture et les forêts et d'anticiper l'incidence de nouvelles réglementations visant à garantir un commerce des produits agricoles exempt de déforestation, un domaine qui fait l'objet d'une demande croissante de soutien de la part des pays membres de l'ONU-REDD.

- Faits marquants de 2023: exploration de mécanismes d'investissement (Indonésie) et incubation de petites entreprises (RDC; sous-région du Bas-Mékong); mise en œuvre pilote en cours des orientations en matière de diligence raisonnable pour le café sans déforestation en Colombie et élargissement à d'autres pays (y compris la région du Bas-Mékong); progression des cadres d'analyse du rapport coût-efficacité des actions REDD. En Zambie, l'ONU-REDD soutient l'action en faveur du climat au niveau local, notamment par le biais d'évaluations portant sur les groupes communautaires, les chaînes de valeur forestières et la finance rurale, y compris l'exploration des liens climat-forêts-eau. En Équateur, l'ONU-REDD soutient la consolidation d'accords commerciaux avec des entreprises internationales, en renforçant notamment les capacités des producteurs locaux et la commercialisation sur les marchés internationaux de leurs produits exempts de déforestation, et encourage les efforts visant à partager avec le Costa Rica, la Colombie, le Mexique et le Viet Nam, entre autres, les leçons tirées du système national de certification pour les produits exempts de déforestation.

Dans le cadre de ce Résultat, les éléments fondamentaux du Cadre de Varsovie de la REDD+ font l'objet d'un renforcement, en particulier pour y inclure des éléments visant à améliorer leur intégrité environnementale au sens le plus large (c'est-à-dire en englobant, mais sans s'y limiter, la comptabilisation du carbone). Grâce au soutien de l'ONU-REDD, les pays ont pu améliorer leurs solutions techniques et stratégiques afin d'«imbriquer» des initiatives qui se chevauchent à différentes échelles dans des cadres cohérents de comptabilisation, de mise en œuvre, de droits et de partage des avantages.

- Faits marquants de 2023: sept pays ont progressé dans l'élaboration de résumés d'information sur les garanties¹; quatre pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont bénéficié d'un soutien

¹ Ghana, Népal (le deuxième résumé d'information du Ghana et le premier résumé d'information du Népal devraient être achevés d'ici fin 2023), Chili, Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), République du Congo, Viet Nam, Zambie (la préparation du résumé d'information doit se poursuivre pour s'achever en 2024).

pour la production de données d'émission précises de très bonne qualité², y compris de solutions en matière de mesure, notification et vérification (MNV) à des fins d'imbrication³ et d'évaluation de la dégradation des forêts.

Résultat 2 Solutions fondées sur les forêts récompensées: L'ONU-REDD a réalisé des progrès dans la mobilisation de financements axés sur les résultats (FAR) en faveur de la REDD+. En particulier, la Coalition pour la réduction des émissions en accélérant le financement des forêts (LEAF en anglais) a permis d'apporter un soutien aux FAR. En outre, les exigences techniques qu'implique une amélioration des résultats en matière d'intégrité ont été combinées avec une analyse des options de financement afin de fournir des informations à la République démocratique populaire lao et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur la meilleure façon d'optimiser leur accès aux financements axés sur les résultats. Le Pérou a également bénéficié d'un soutien pour respecter ses engagements dans le cadre de la Déclaration conjointe d'intention signée avec la Norvège, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique. Une feuille de route pour accéder au financement de l'action climatique à travers les marchés volontaires du carbone a également été préparée pour le Pérou en conformité avec sa CDN. L'assistance technique fournie à l'Ouganda pour élaborer une stratégie nationale de financement axé sur les résultats se poursuit. Plus récemment, le soutien dispensé dans le cadre du Programme a aussi permis de répondre aux besoins liés aux accords d'achat de réductions d'émissions de la Coalition LEAF, et de faciliter les consultations des parties prenantes au sujet des transactions y afférentes.

- **Faits marquants de 2023:** actions spécifiques pour aider les pays, et plus précisément ceux en tête de peloton de la LEAF, à savoir le Costa Rica, l'Équateur, le Ghana, le Népal et le Viet Nam, à devenir admissibles aux financements axés sur les résultats de la Coalition LEAF en leur apportant l'assistance technique nécessaire pour qu'ils remplissent les exigences de conformité ART-TREES. Au total, quinze pays⁴ ont été soutenus dans l'analyse des exigences d'ART-TREES afin de les aider à s'y conformer et huit⁵ d'entre eux ont progressé dans leur procédure d'inscription à ART-TREES.

Résultat 3 Solutions fondées sur les forêts renforcées: L'ONU-REDD aide les pays à intégrer et à renforcer les actions en rapport avec la REDD+ dans le secteur de l'UTCATF afin que leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN) soient plus ambitieuses, qu'il s'agisse de contributions nouvelles ou mises à jour. Cette aide comprend un soutien permettant l'inclusion d'objectifs ou d'engagements améliorés ou nouveaux, relevant du secteur forestier ou étant pertinents pour celui-ci, des améliorations en matière de coordination institutionnelle pour faciliter la soumission des CDN nouvelles ou mises à jour, et des conseils techniques de plus en plus nombreux sur l'obtention de financements en faveur de la mise en œuvre de mesures d'atténuation renforcées dans le secteur forestier dans le cadre des CDN.

- **Faits marquants de 2023:** Soutien spécifique apporté à dix pays⁶. Au Chili, en RDC et au Viet Nam, le Programme a fourni une assistance technique dans le but d'instaurer des stratégies multisectorielles destinées à financer la mise en œuvre renforcée des CDN dans le

² Le renforcement de la production de données précises et de très bonne qualité sur les émissions dues à la déforestation (Colombie, Mexique, Pérou) et à la dégradation des forêts (Équateur, Pérou) a fait l'objet d'un soutien.

³ Mise au point de systèmes MNV en vue de l'imbrication d'initiatives (Colombie, Pérou).

⁴ Chili, Costa Rica, Colombie, RDC, Équateur, Éthiopie, Ghana, Kenya, République démocratique populaire lao, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République du Congo, Viet Nam, Ouganda.

⁵ Équateur, RDC, Ghana, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Ouganda, Viet Nam.

⁶ Cambodge, Chili, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Indonésie, Kenya, Lao, Ouganda, Viet Nam, Zambie.

secteur forestier, à partir de sources publiques et privées, y compris les marchés du carbone. En ce qui concerne l'Indonésie, l'ONU-REDD a apporté une aide technique au renforcement de la CDN et du plan opérationnel sur les puits nets du secteur de la foresterie et des autres utilisations des terres (FAUT) par la restauration des forêts et des tourbières et l'amélioration de la cartographie et du suivi.

Résultat 4 Connecter les acteurs et les connaissances en faveur de solutions fondées sur les forêts:

L'ONU-REDD a poursuivi ses travaux visant à créer, échanger et mettre en pratique des connaissances sur la manière d'intensifier la mise en œuvre de la REDD+ dans le but d'accélérer l'action pour le climat. Sur le plan thématique, l'ONU-REDD s'est centrée sur trois priorités en matière de gestion des connaissances en 2023: le financement de la REDD+, l'inclusion sociale, et le lien entre agriculture et forêts. Le Programme s'est avéré particulièrement actif pour ce qui des échanges de connaissances et des formations aux niveaux mondial et régional. Le soutien politique et sociétal collectif aux solutions climatiques fondées sur les forêts s'est accru grâce à des manifestations de plaidoyer basées sur les connaissances, notamment par la participation de l'ONU-REDD au Congrès forestier mondial et aux Semaines régionales du climat. Le Programme a continué d'aider les pays partenaires à intégrer les principes d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes dans les actions de la REDD+.

- Faits marquants de 2023 concernant les manifestations d'échange de connaissances Sud-Sud: trois échanges de connaissances régionaux centrés principalement sur le financement climatique (axé sur les résultats), mais couvrant également d'autres sujets tels que les garanties et l'inclusion sociale. Un échange sur les approches d'imbrication a été facilité entre le Cambodge et le Kenya. Le Forum régional sur le financement climatique et les forêts a été mis au point au Costa Rica et est parvenu à revigorer les échanges Sud-Sud au sujet des réalisations et des enseignements tirés en Amérique latine en matière de paiements axés sur les résultats et d'initiatives de financement forestier. Une session de suivi et d'échanges aura lieu en octobre lors de la Semaine du climat pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LACCW). En Afrique de l'Ouest, l'ONU-REDD appuie l'organisation de l'atelier «Community-based Forestry in West Africa: The Way Forward» (Forêts communautaires en Afrique: la voie à suivre) (à venir, en octobre 2023).
- Faits marquants de 2023 en matière de renforcement des capacités: un programme favorisant le dialogue avec les peuples autochtones sur le financement climatique et le renforcement de leurs capacités en la matière a été conçu, a fait l'objet de consultations et a été mis en place. Une nouvelle communauté de pratique sur les garanties et l'intégrité en Amérique latine et dans les Caraïbes a été lancée et rassemble des experts de l'ONU-REDD et des spécialistes nationaux qui travaillent sur les garanties dans la région. Par ailleurs, une série de webinaires sur les marchés volontaires du carbone a été organisée à l'intention d'organisations de femmes et d'organisations spécialisées dans les questions de genre.
- Les faits marquants de 2023 ayant trait aux produits de savoir comprennent: un livre blanc sur la tarification du carbone forestier; une étude comparative sur les droits sur le carbone dans le contexte de la REDD+ juridictionnelle (avec des études de cas menées en Afrique, dans la région Asie-Pacifique et en Amérique latine); des notes d'information sur la mise en œuvre du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, les mécanismes de recours, les questions de genre, et la participation pleine et effective des peuples autochtones (PA) et des communautés locales (CL) dans le partage des avantages sur les marchés volontaires du carbone (avec des études de cas menées en Côte d'Ivoire et en République du Congo); des orientations à l'intention des gouvernements pour la mise en œuvre des CDN afin d'aligner les actions à court terme du secteur foncier sur les objectifs climatiques à long terme.

- Faits marquants de 2023 concernant la campagne de plaidoyer de haut niveau: Les dialogues sur les forêts, axés sur la hausse de l'ambition du côté de l'offre et du signal du côté de la demande en vue de garantir l'intégrité des mesures d'atténuation basées sur les forêts, ont été préparés lors de manifestations parallèles à l'occasion du Sommet sur l'Amazonie, des Semaines du climat en Afrique, dans la région Asie-Pacifique et en Amérique latine, et de la Cop28. La campagne de communication #SaveForestsNow et la série de vidéos sur l'action climatique, mettant en scène l'Indonésie, le Brésil et la RDC, sont en cours.

Faits marquants de 2023 relatifs aux initiatives spécifiques

- **Initiative de foresterie sociale de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).** Trente-deux chaînes de valeur de la foresterie sociale ont été analysées pour leur potentiel commercial (dont vingt relatives aux produits forestiers non ligneux et douze relatives au bois)⁷. Une estimation des contributions potentielles à l'atténuation des effets climatiques dues à des interventions de foresterie sociale existantes dans chacun des trois pays pilotes a débuté. Un dialogue et des échanges continus avec le secrétariat de l'ANASE ont été assurés.
- **Renforcement de la mise en œuvre de la REDD+ en Afrique.** Un nouveau partenariat régional avec le Forum forestier africain, axé sur le renforcement des capacités par la gestion des connaissances, a été lancé. Une manifestation parallèle de haut niveau sur le financement axé sur les résultats et l'accès aux marchés du carbone a été organisée lors de la Semaine africaine du climat, à Nairobi. L'échange d'informations et d'apprentissages a été assuré par une communauté de pratique grâce à la tenue de webinaires périodiques. Pilotage du cadre d'analyse sur la cohérence des politiques relatives à l'utilisation des terres et aux forêts dans un pays.
- **L'Académie REDD+ 3.0:** Le redémarrage du programme d'études des professionnels des activités REDD+ et de la formation qui y est associée progresse grâce à la révision des journaux d'apprentissage, à la mise en place de laboratoires d'apprentissage et aux manifestations d'échange de connaissances Sud-Sud qui y sont associées. Les financements axés sur les résultats ont constitué le sujet prioritaire de 2023.
- **Un commerce forestier durable dans la région du Bas-Mékong.** La campagne menée par la Chine visant à faire évoluer les comportements a été lancée et cible les causes profondes de l'exploitation forestière illégale. La Plateforme d'incubation pour le commerce forestier durable soutient soixante-dix entreprises tournées vers le commerce forestier durable⁸. Les flux financiers associés au bois et au caoutchouc ont été cartographiés afin d'évaluer le risque de déforestation. Les cinq pays participant à l'initiative ont reçu un soutien en matière d'évaluation et de renforcement des systèmes de suivi social et environnemental. Des échanges déterminants ont été organisés pour éliminer le lien entre produits agricoles et déforestation. Il s'agissait notamment de dialogues Sud-Sud sur les approches juridiques

⁷Les chaînes de valeur analysées comprennent celles du miel, des poteaux en bois, de l'artisanat du bambou, des meubles en teck, de l'écotourisme, des grumes et du bois scié de teck, du caoutchouc, du teck, etc. Six chaînes de valeur à fort potentiel seront sélectionnées pour chaque pays afin de conduire une analyse plus approfondie au niveau des entreprises.

⁸L'incubation du commerce forestier durable a permis de soutenir un groupe diversifié d'entreprises en phase de démarrage qui souhaitent adopter des modèles respectueux de la nature dans tous les secteurs: bois, écotourisme, conservation, agriculture, et produits forestiers non ligneux (plus particulièrement en Thaïlande et au Viet Nam).

et les approches par produit, visant également à améliorer les connaissances sur les réglementations du marché libre en matière de déforestation.

Le Comité est invité à formuler des observations et à débattre sur les questions suivantes:

- *Le Comité souhaite-t-il mettre en lumière d'autres avancées depuis la dernière réunion du Comité exécutif?*
- *Y a-t-il des commentaires à ajouter au sujet du Rapport annuel 2022 de l'ONU-REDD et de la Mise à jour semestrielle de 2023, ou des observations sur la manière dont les progrès sont présentés et sur la façon dont les rapports pourraient être améliorés afin qu'ils soient plus utiles aux membres du Comité?*

Partie 2: La voie à suivre pour 2024 et au-delà

Outre la diversification de sa base de financement et l'obtention de revenus suffisants pour poursuivre la réalisation de ses fonctions essentielles en matière d'assistance technique et de gestion des connaissances, en 2023, le Programme ONU-REDD est également arrivé à mi-parcours de sa période d'activité actuelle. En conséquence, l'exécution du travail sera renforcée et accélérée en 2024 car le Programme souhaite vivement apporter sa contribution aux résultats de la mi-décennie, à savoir [1 gigatonne d'équivalent CO₂, 5 milliards d'USD de financement axé sur les résultats et 15 CDN renforcées.](#)

Le Programme est actuellement engagé dans l'exercice annuel de mise à jour de la planification du travail pour 2024 et présentera au Comité un projet de plan de travail actualisé au début de l'année prochaine. S'il n'est pas possible à ce stade de partager les détails des résultats spécifiques concernant certains pays, certaines orientations stratégiques clés pour 2024 intéressant le portefeuille d'assistance technique par pays, la gestion des connaissances mondiales et régionales, et les campagnes générales de plaidoyer, peuvent clairement être identifiées.

À partir de 2023, la portée géographique de l'assistance technique continuera à encourager les efforts d'autres pays partenaires (par exemple, la Bolivie et l'Éthiopie) pour améliorer les éléments du Cadre de Varsovie de la REDD+ et promouvoir les réalisations en matière de réduction des émissions, tout en intensifiant les efforts destinés à soutenir les pays en tête de peloton (par exemple, l'Équateur et le Ghana) afin qu'ils soient admissibles à un financement axé sur des résultats à grande échelle (c'est-à-dire au niveau juridique) et à haute intégrité. En 2024, le Programme étudiera également les possibilités d'adhésion du Brésil en tant que pays partenaire, suite à l'intérêt manifesté par ce pays.

Alors que les pays en tête de peloton commencent à réaliser des transactions juridiques, dans le cadre du Résultat 1 (Solutions fondées sur les forêts réalisées), le Programme stimulera également le renforcement à plus long terme des capacités techniques et institutionnelles pour innover et mettre en œuvre des politiques et des mesures visant à lutter contre les facteurs qui favorisent la déforestation. Cela implique notamment d'aider les gouvernements et les parties prenantes à s'orienter dans un contexte réglementaire changeant en matière d'utilisation des terres et de transformation des systèmes agroalimentaires, ce qui constitue une partie essentielle de la solution, tout en renforçant les complémentarités entre les secteurs de l'alimentation et des forêts. En complément, il faudra développer des mécanismes et des stratégies pour accéder aux investissements privés et publics initiaux de ces actions afin de mettre un terme à la déforestation et à la dégradation des forêts, et d'inverser la tendance.

Les investissements initiaux, en espèces et en capacités, continueront d'être complétés, dans le cadre du Résultat 2 (Solutions fondées sur les forêts récompensées), par des efforts visant à

permettre aux pays d'accéder à un financement basé sur les résultats, provenant à la fois de sources privées (par exemple, la Coalition pour la réduction des émissions en accélérant le financement des forêts) et publiques (par exemple, le Fonds vert pour le climat). Le Programme continuera à se concentrer sur l'amélioration et l'élargissement de la LEAF en aidant les pays à répondre aux normes et aux exigences de la Coalition.

Les efforts destinés à relever l'ambition des composantes des CDN concernant le secteur des forêts et de l'utilisation des terres et à en accélérer la mise en œuvre dans le cadre du Résultat 3 (Solutions fondées sur les forêts renforcées) se poursuivront en 2024. Pour ce qui est de la hausse des ambitions, l'accent sera mis sur l'aide à apporter aux pays pour qu'ils se préparent à actualiser leur CDN en 2025. En particulier, une évaluation des trajectoires des CDN sera mise à la disposition des pays pour qu'ils les examinent lors du processus d'amélioration. En ce qui concerne la mise en œuvre, l'assistance technique spécifique aux pays se concentrera sur la transformation des objectifs d'atténuation en actions pour le climat entièrement financées sur le terrain et intégrées dans des cadres politiques nationaux coordonnés.

En 2024, la campagne de plaidoyer de haut niveau en cours, visant à établir un consensus entre la demande et l'offre sur le prix du carbone forestier et les exigences liées à des réductions d'émissions à haute intégrité, constituera un axe stratégique du Résultat 4 (Connecter les acteurs et les connaissances en faveur de solutions fondées sur les forêts). L'échange de connaissances Sud-Sud passera à la vitesse supérieure grâce à de nouvelles initiatives qui seront lancées à la fin de l'année 2023: le partenariat avec le Forum forestier africain et l'Académie REDD+ 3.0.

Au-delà de 2024, l'élaboration d'une stratégie pour la seconde moitié de la décennie sera une priorité si l'on veut atteindre l'objectif de 2023: la contribution des mesures d'atténuation fondées sur les forêts à l'Accord de Paris est pleinement réalisée. Cette démarche sera complétée par un nouvel effort de mobilisation des ressources et un élargissement continu de la base des donateurs pour la période 2026-2030. Enfin, le Programme envisage de rafraîchir la composition de ce Comité par la réactivation du mécanisme de rotation du Comité exécutif afin de continuer à bénéficier des contributions de tous les groupes participant au succès de l'ONU-REDD jusqu'à la tenue de la CoP30 dont l'importance sera cruciale!

Le Comité est invité à formuler des observations et à débattre sur les questions suivantes:

- *Y a-t-il des observations concernant les priorités pour 2024? Quelles sont les priorités stratégiques de l'ONU-REDD pour la période 2025-2030?*

4. PARTICIPANTS

Région/Group e d'intérêt	Membres du Comité exécutif	Suppléants du Comité exécutif
Afrique	Madagascar: Mme Lovakanto Ravelomanana, M. Rijatahiana Haingomanantsoa	Ghana: Mme Roselyn Fosuah Adjei
Asie-Pacifique	Népal: M. Nabaraj Pudasaini, M. Shankar Adhikari	Indonésie: Mme Laksmi Dhewanthi
Amérique latine et Caraïbes	Colombie: Mme María Teresa Becerra, M. Jerson Leonardo González Umaña	Chili: Mme Constanza Troppa
Donateurs du	Norvège: M. Leif-John Fosse, Mme Vania	République de Corée: Mme Woori

Programme	Dietrichson	Lee, M. Soo-hwan Kim
	Suisse: M. Keith Anderson, M. Pierre-André Cordey	Japon: Mme Ayumi Ono
	Royaume-Uni: Mme Lindsay Mansfield, Mme Fiona Stringer	Commission européenne: M. Patrice Moussy (à confirmer)
Organismes des Nations Unies	PNUD: M. Tim Clairs (Président du Comité exécutif)	FAO, PNUE, Secrétariat
	Observateurs permanents	Suppléants
PA	PA-LAC Mme Dolores (Lola) Cabnal, RMIB-LAC	PA Afrique: M. Joseph Itongwa, REPALEF (à confirmer)
OSC	Amérique latine et Caraïbes: M. Gustavo Sánchez Valle, Red MOCAF	Asie-Pacifique: M. David Ganz, RECOFTC